

d'améliorer le développement de base de la population et ce, quel que soit le degré de démocratie ou de libéralisme qui caractérise le régime politique.

Des analyses empiriques plus approfondies semblent indiquer que tous les gouvernements, quel que soit leur régime politique, utilisent l'aide étrangère au profit d'une élite politique jouissant d'un haut revenu plutôt que des défavorisés. Boone explique que, lorsque l'on observe une baisse de quelque 30 % de la mortalité infantile dans les pays sous régime démocratique libéral, en fait ce n'est pas parce que l'aide y est répartie différemment, mais bien parce que les pauvres de ces pays ont beaucoup plus de pouvoir et plus de poids politique. En conséquence, il est d'avis qu'en offrant des programmes d'aide pendant une courte période, pour appuyer des régimes démocratiques libéraux, on peut donner suffisamment de pouvoir aux démunis pour jeter les bases qui permettront de réduire la pauvreté de façon soutenue et autonome dans le pays en question.

Boone est d'avis que la persistance de la pauvreté témoigne de l'échec des gouvernements des pays bénéficiaires et d'un manque de possibilités d'investissement plutôt que d'une insuffisance de fonds. Il conclut que les programmes d'aide étrangère doivent réduire les politiques économiques ayant des effets de distorsion et promouvoir la stabilité politique dans les pays bénéficiaires si l'on veut que l'aide favorise l'investissement et la croissance.

Dans leur ouvrage *Multilateral Aid, Politics and Poverty*, Boone et Faguet se fondent sur la recherche de Boone pour étudier l'efficacité de l'investissement dans l'infrastructure publique au moyen de programmes d'aide multilatéraux et pour suggérer de nouvelles orientations à donner à l'aide étrangère dans l'avenir²⁶. Les auteurs avancent que, dans le système actuel, où ni les mécanismes du marché ni les emprunteurs ne jouent un rôle véritable dans l'établissement des critères d'investissement, le contrôle de la qualité ou la supervision du crédit, l'aide étrangère ne s'est pas avérée une façon efficace de promouvoir l'investissement dans l'infrastructure publique. Ils citent les programmes d'aide aux pays de l'Afrique subsaharienne qui ont été à l'origine d'un endettement élevé comme l'exemple le plus flagrant de l'échec de l'aide étrangère en tant que facteur de croissance.

²⁶ Peter Boone et Jean-Paul Faguet, *Multilateral Aid, Politics and Poverty*, London School of Economics, septembre 1995.